



La Défense, le 30 janvier 2025

## CSAM du 30 janvier 2025

### Déclaration liminaire

Monsieur le Secrétaire général, Mesdames et Messieurs, cher-es camarades,

Lors du dernier CSAM, la FSU s'inquiétait des risques de voir l'État se désengager de la politique publique de l'environnement et des services publics. Le gouvernement, et son Premier Ministre, submergé d'ignorance, n'ont fait que confirmer nos craintes.

Le discours de politique générale du Premier Ministre est la preuve du peu de considération qu'il a pour la politique publique de l'environnement et surtout pour les agentes et les agents qui travaillent pour la mettre en œuvre. Son mépris clairement assumé pour les personnels de l'Office français de la biodiversité est inacceptable. Lors de l'audience de nos camarades avec le directeur de cabinet adjoint de François Bayrou, aucune forme d'excuse pour les insultes faites aux personnels n'a été présentée. Quant à nos différentes demandes fondées, un renvoi systématique à nos ministres de tutelle ne peut en aucun cas nous convenir.

D'ailleurs le soutien timide de notre ministre, Madame Pannier-Runacher, reléguée un peu plus loin encore dans l'ordre protocolaire, n'est pas à la hauteur de ses fonctions ni des ambitions écologiques jadis affichées par le Président de la République.

C'est pourquoi, les agent.es de l'OFB seront en grève et déposeront symboliquement leurs étuis à port discret devant les préfectures ou endroits symboliques, demain 31 janvier.

Alors que nous dénonçons les restructurations, les fusions, les recherches d'efficacité incessantes qui bouleversent nos conditions de travail depuis plusieurs années, Madame la ministre lance une nouvelle revue des missions flash pour éviter, je cite : « les doublons et gagner en productivité ». Elle accrédite ainsi les attaques menées par divers parlementaires, et autres responsables politiques. Cette mission flash serait peut-être à effectuer au niveau gouvernemental.

Tout cela au prétexte d'économies alors que la dette écologique et les inégalités sociales qui y sont liées se creusent, notre Premier ministre n'en a cure et enclenche la marche arrière !

Que cherchent Mme Pannier-Runacher et le Premier ministre en jettant ces établissements publics de l'Environnement en pâture ?

De plus, le budget que nous pressentons pour les services et les opérateurs ne sera pas à la hauteur des politiques indispensables pour affronter les crises environnementales que nous traversons et que nous traverserons de plus en plus.

Les effectifs et le budget de l'OFB sont toujours annoncés à la baisse pour l'année 2025. Comment cet établissement va-t-il faire face à ses missions et aux crises qu'il traverse ?

Et les parcs nationaux qui rencontrent des difficultés financières ! A quelle sauce vont-ils être accommodés ? Nous avons interpellé notre ministre à ce sujet sans aucun retour de sa part.

Et l'ADEME, qu'en sera-t-il de ses effectifs que l'Inspection Générale des Finances recommande d'augmenter ?

Quand cessera la politique de la régression et du déni, alors que le second quinquennat du Président Macron avait commencé avec le constat d'un pôle ministériel « à l'os » et avec l'engagement de pérenniser effectifs et budget !

Enfin, l'agenda social est proche de l'encéphalogramme plat. Allez-vous enfin défendre les quasi-statuts des agences de l'eau et de l'environnement pour entamer et enfin obtenir une réelle revalorisation des grilles et du régime indemnitaire ?

Et les jours Barnier des agences de l'eau supprimés arbitrairement ?

Et n'oublions pas Mayotte et nos collègues que nous soutenons.

Mayotte où des travaux de rénovation sur des bâtiments du CEI ont été remis à plus tard faute de budget. Le résultat, les bâtiments se sont effondrés lors du passage de Shido.

De plus, les habitantes et les habitants manquent encore des produits de première nécessité. Qu'allez-vous mettre en place ? Les agentes et les agents attendent votre intervention.

Pour cette nouvelle année, La FSU appelle de ses vœux des politiques environnementales ambitieuses et courageuses en matière de mobilité, de sobriété énergétique et de logement, de lutte climatique, de préservation de l'eau, de la mer et de la biodiversité.

La FSU appelle de ses vœux une planification écologique digne de ce nom, en termes programmatique, structurel et de moyens.

Il en va de notre avenir.

Nous ne pouvons nous satisfaire de politiques à la petite semaine.

C'est pourquoi, nous revendiquons un budget à la hauteur des enjeux et nous exigeons un CSAM dédié en présence de nos ministres.

Concernant les points à l'ordre du jour, nous interviendrons en cours de séance.

Merci de votre attention.